



HAL
open science

Les économistes face aux questions de sécurité et de défense

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Les économistes face aux questions de sécurité et de défense. Relations internationales et stratégiques, 1994, n°15. hal-03219575

HAL Id: hal-03219575

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03219575>

Submitted on 6 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les économistes face aux questions de sécurité et de défense

Jacques Fontanel

Relations internationales et stratégiques, n°15
IRIS, Paris
Automne 1994.

Résumé : Les économistes abordent peu la question de la sécurité internationale et de l'économie de la défense. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, dû en partie à un effort excessif en faveur du complexe militaro-industriel, plusieurs études ont été engagées pour analyser les procédures de désarmement, leurs coûts et leurs « dividendes ». Plusieurs questions sont posées pour les économies nationales. Comment reconvertir une partie des activités de l'armement ? Faut-il privatiser les activités militaires ou chercher plutôt à exporter les armes ? Quelle est l'importance des ventes d'armes dans ce processus et quel est le potentiel de développement de solutions européennes dans l'économie des armes ? Autrefois éloignés de ces questions concernant les liens entre le secteur militaire et le développement économique, plusieurs grands économistes ont apporté leurs analyses sur les questions relatives au désarmement.

Economists have not dealt much with the issue of international security and defence economics. Since the collapse of the Soviet Union, due in part to an excessive effort in favour of the military-industrial complex, several studies have been undertaken to analyse disarmament procedures, their costs and their "dividends". Several questions are raised for the national economies. How to reconvert part of the armament activities? Should military activities be privatised or should arms exports be sought instead? How important are arms sales in this process and what is the potential for developing European solutions in the arms economy? Once removed from these questions about the links between the military sector and economic development, several leading economists have contributed their analyses on disarmament issues.

Mots clés : armement, désarmement, dividendes de la paix, ventes d'armes, technologies duales

arms, disarmament, peace dividend, arms sales, dual technologies

Les économistes universitaires ont de considérables difficultés à engager des recherches dans le domaine de la défense et de la sécurité internationale. L'économie de la défense ou des armes ne constitue pas encore un domaine spécialisé reconnu par la communauté universitaire française, contrairement à ce qui existe dans les secteurs de l'éducation ou de la santé. Le jeune chercheur qui s'engage dans cette voie sait que son travail ne sera pas vraiment apprécié à sa juste valeur, compte tenu de l'insuffisante formation des économistes aux questions pourtant fondamentales de la sécurité internationale. Cette « spécialisation » est jugée trop « pointue ». Une telle affirmation témoigne d'une méconnaissance du sujet, ce qui implique souvent de raisonner comme si la paix était une donnée et les rapports de force une réalité purement économique. L'économie de la sécurité internationale concerne pourtant toutes les formes de rapports de force et de domination, elle suppose, au moins pour les grandes puissances, une recherche développement de qualité et elle met en évidence l'importance des nouvelles technologies les plus puissantes, même celles qui sont économiquement onéreuses. Or, la plupart des manuels d'économie internationale oublie d'aborder les questions essentielles de la défense nationale, les recherches en économie industrielle n'abordent que rarement la question spécifique des industries d'armement et le rôle de la recherche-développement et des technologies militaires sur le développement économique n'est que rarement évoqué.

Il est possible cependant de constater une évolution plutôt positive sur l'analyse de ces questions. Aux Etats-Unis, plusieurs prix Nobel d'économie, comme Lawrence Klein, Wassily Leontieff ou Franco Modigliani ou des économistes de grand renom comme Galbraith ou Eisner consacrent aujourd'hui une partie de leurs recherches sur le thème de la paix et de la sécurité internationale¹. Il en va de même en France, avec Christian Schmidt, Louis Pilandon, Jacques Aben, accompagnés

¹ Tinbergen, J. (1993), Paix et économie, in *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble. PUG. Grenoble. Klein, L. (1993), Désarmement et développement. La signification, *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble. PUG. Grenoble. Galbraith, J.K. (1993), Le pouvoir économique autonome, une vue économique, *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble. PUG. Grenoble. Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble. PUG. Grenoble.

de plus jeunes chercheurs comme Claude Serfati ou Jean-Paul Hébert. Un colloque organisé à Brest, dont les principales communications seront publiées prochainement, a mis en évidence l'importance des nouveaux travaux économiques sur la reconversion des industries d'armement².

Ces nouvelles recherches sont-elles susceptibles de modifier la perception des économistes sur ces questions ? Ce n'est pas gagné ! Cependant, comme consultant ou expert d'organisations internationales, les études économiques font parfois l'objet d'analyses intergouvernementales, dont les publications favorisent à terme une prise en compte plus positive des organismes académiques sur les questions de l'économie des armes. Les organisations économiques internationales s'engagent parfois dans des études économiques sur des questions concernant directement l'économie des armes³. Ainsi en est-il pour les études sur la conversion des industries d'armement en industries civiles⁴ ou sur les effets macroéconomiques des processus de désarmement. En France, le poids de la Délégation Générale à l'Armement (DGA) est souvent excessif et laisse peu de place à la recherche universitaire dans les publications spécialisées. Enfin, le secret des affaires rend les analyses économiques et économétriques difficiles à mettre en œuvre, avec un niveau de vérification des données souvent insuffisant.

Aujourd'hui, la question de l'industrie d'armement de la France devient un problème important, avec la réduction importante de la course aux armements après l'effondrement de l'Union soviétique. Comment reconvertir une partie des activités de l'armement français ? Quelle est l'importance des ventes d'armes dans ce processus et quel est le potentiel de développement de solutions européennes dans l'économie des armes ?

Les difficultés de l'industrie d'armement de la France

² Malinvaud, E. (1994), *La crise des industries de l'armement et le développement régional*, Colloque de Brest sur « La reconversion des industries d'armement, 25-27 Juin. Fontanel, J. (1994), *The Economics of Disarmament. A Survey. Defence and Peace Economics*, Vol. 5, n° 2

³ Fontanel, J. (1982). *Military Expenditure and Economic Growth: France, Morocco*. report written for the United Nations, New York.

⁴ Chesnais, F. (1990), *Compétitivité internationale et dépenses militaires*, Economica, Paris. Fontanel, J. (1994), *La conversion économique du secteur militaire*, Economica, Paris.

L'industrie d'armement est en difficulté, elle a perdu de nombreux emplois et elle est appelée à en perdre d'autres. Tout désarmement implique des restructurations industrielles. Ce phénomène n'est pas propre à la France et la Russie se trouve face à un problème bien plus important encore, avec la nécessité d'assurer aussi une transition systémique d'importance⁵. Pour les Etats-Unis la conversion semble plus aisée du fait même des l'existence de firmes travaillant sur les technologies duales, mais les difficultés n'en sont pas pour autant négligeables⁶.

La question de l'importance des dépenses militaires est souvent posée. Lorsque cette question est abordée, l'idée est toujours de soutenir qu'il s'agit d'un fardeau que l'économie nationale doit supporter, c'est le fameux choix entre le beurre et le canon. En posant la question de cette manière, il est fait l'hypothèse non exprimée selon laquelle la sécurité des pays vient nécessairement réduire la production nationale des produits jugés utiles aux citoyens. Or, sans sécurité nationale, les systèmes de prédation risquent de se développer, réduisant ainsi singulièrement la satisfaction économique et sociale des citoyens⁷.

Les dépenses militaires n'affaiblissent pas en elles-mêmes la situation économique et technologique d'un pays, sauf si l'on part de l'hypothèse selon laquelle la guerre est un vertige du passé. La paix n'est pas cette donnée immuable que s'accorde à reconnaître la pensée dominante du libéralisme économique. L'économie est elle-même porteuse de conflits. Autrement dit, les dépenses militaires sont susceptibles de créer les conditions de dissuasion nécessaires pour maintenir la paix. Dans ce cas, son efficacité n'est pas mesurable par les instruments économiques

⁵ Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition, *Cahiers de l'Espace Europe*, n°5, Avril. Després Laure (1994), *Reconversion des industries d'armement et transition en Russie*, Colloque ECCAR et Université de Bretagne Occidentale, « Reconversion des industries d'armement », Brest, 25-27 Mai. Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, à paraître dans *Defence and Peace Economics*.

⁶ Dumas, L.J. (1994), *Bilan de la reconversion des industries de défense aux Etats-Unis*, Colloque ECCAR et Université de Bretagne Occidentale, « Reconversion des industries d'armement », Brest, 25-27 Mai.

⁷ Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), *Le désarmement pour le développement : un pari difficile*, Fondations pour les études de défense Nationale, Paris.

traditionnels car même les coûts d'opportunité ne fournissent pas d'informations adéquates. La question est alors de déterminer ce qu'il faut dépenser pour disposer d'une défense répondant aux risques de conflits d'aujourd'hui et de demain que l'on ne souhaite pas supporter.

Il n'existe pas de production de défense clairement définie. C'est pourquoi il est difficile d'un point de vue économique de connaître le niveau de dépense nécessaire pour le niveau de sécurité désiré. Parfois, de manière très empirique, il est exprimé en pourcentage du PIB. Cette mesure n'a de signification que pour exprimer le « niveau de fatigabilité » de l'économie face aux efforts ressentis et aux coûts globaux consacrés au système de défense nationale. Cette mesure dépend aussi des tensions internationales, des dépenses militaires des Etats alliés ou adversaires, du choix des armements, de l'importance de la conscription⁸, des régimes politiques ou de l'expression de problématiques religieuses ou idéologiques⁹.

La science économique ne dispose pas des informations nécessaires pour définir le niveau optimal des dépenses militaires à un niveau donné. Ainsi, la France n'a pas connu de guerre directe depuis la guerre d'Algérie. Il est aussi bien possible de dire que la dissuasion nucléaire a bien fonctionné ou qu'elle était inutile (les autres pays de l'Union européenne non nucléarisés n'ont pas non plus connus de conflits armés). Il peut alors être affirmé que son coût est justifié ou qu'il ne l'est pas du tout, ou même qu'on aurait pu lui consacrer moins de moyens financiers pour un même résultat.

Une fois la décision prise, quelles qu'en soient les modalités, les conseils de l'économiste peuvent devenir utiles pour définir les conditions d'une production optimale compte tenu des contraintes techniques de la défense. Il est certain qu'il faut essayer de créer les conditions d'une meilleure utilisation civile

⁸ Eisner, R. (1994), *Désarmement et chômage aux Etats-Unis, La conversion des industries d'armement*, Colloque ECCAR et Université de Bretagne Occidentale, « Reconversion des industries d'armement », Brest, 25-27 Mai. Markusen, A., Yudken, J. (1993), *Dismantling the Cold War Economy*, HarpenCollins, New York. Smith, R., Humm, A. Fontanel, J. (1987), Capital labour substitution in defence provision, *Defence, Security and Development*

⁹ Bartoli, H. (1994), *Raison d'Etat, guerre et paix*, Colloque ECCAR et Université de Bretagne Occidentale, « Reconversion des industries d'armement », Brest, 25-27 Mai.

des productions militaires, mais cette réflexion n'a été que rarement suivie d'effets.

Face au désarmement jusque là à peine esquissé, mais qui s'avère nécessaire, la conversion des activités militaires vers des activités civiles va s'imposer. Il est sans doute préférable de parler de conversion plutôt que de reconversion. Avant la Seconde guerre mondiale, il n'y avait pas vraiment de course aux armements en temps de paix même relative. Quand le conflit surgissait, le secteur militaire utilisait alors tout le potentiel technologique et économique de l'industrie civile pour la production nationale d'armes. Une fois le conflit terminé, on reconvertissait la production vers les biens civils d'origine.

Depuis la première guerre mondiale, une production spécifique s'est directement adressée au secteur militaire. Tous les matériels, infrastructures, ou personnels ont été choisis selon des critères culturels différents de ceux du marché civil, notamment en ce qui concerne la primauté de la technologie sur les coûts à engager, la concurrence limitée au choix politique, économique et stratégique de l'Etat dans la définition de ses besoins de défense, le développement de marchés de type monopole bilatéral, le secret des informations et la production de biens uniques onéreux, mais supposés efficaces militairement. Cette spécificité militaire implique une faible adaptabilité des investissements, ce qui n'était pas le cas antérieurement pour les industries militaires à convertir en activités civiles.

Les industriels de l'armement sont sceptiques quant au désarmement, car ils auront de grandes difficultés, dans une conjoncture basse, à devenir rapidement concurrentiels face à des industries civiles déjà bien implantées commercialement dans le secteur. Dans ces conditions, ils défendent leurs activités, souvent soutenus par les collectivités régionales et locales, mais aussi par les syndicats. La diversification, la restructuration, le développement des technologies duales des entreprises s'avèrent nécessaires, au même titre qu'une politique macroéconomique de relance et de réaffectation des crédits publics. Cependant, ces actions ne sont pas généralisables, il n'existe aucune panacée. Un désarmement conduit à l'obsolescence d'un capital productif important qui ne peut pas être remplacé dans de courts délais. Un désarmement coûte de l'argent et ne produit donc pas immédiatement pour l'ensemble de la société concernée des « dividendes ». Le désarmement

devient plutôt un processus d'investissement¹⁰ dont les fruits ne pourront être recueillis qu'après la mise en place du processus de remplacement du capital abandonné.

Les ventes d'armes et les accords européens sont-ils des solutions ?

La Commission du Plan dirigée par M. Bénichou présente les exportations d'armes comme une solution à la crise de l'industrie française de l'armement. Si éventuellement (mais ce n'est pas démontré), une telle solution pourrait être préconisée à très court terme, elle serait à la fois coûteuse et dangereuse à long terme.

Autant on peut comprendre qu'un pays désire se doter d'une industrie d'armement autant vouloir exporter principalement pour réduire les coûts constitue sans doute une erreur économique. Les économies d'échelle attendues n'excèdent que rarement 10 à 15 % des coûts pour un doublement des séries. Or, les risques financiers d'une telle opération sont autrement plus élevés que les économies à réaliser. Il en résulte un surdimensionnement de l'industrie d'armement, qui conduit au renforcement du complexe militaro-industriel et une limitation des degrés de liberté nécessaires en cas de désarmement.

En outre, le marché est aujourd'hui dominé par les acheteurs, lesquels se tournent de plus en plus vers les pays de l'ancien Pacte de Varsovie ou vers les surplus américains. Dans une situation de tension internationale réduite, la baisse des prix et les demandes de compensations sont importantes, au point que les exportations d'armes s'avèrent souvent paupérisantes (dont le coût complet est supérieur au prix contracté). Il est toujours possible de vendre à perte ou avec des conditions de compensation qui ne créent pas d'emplois sur le territoire national. Dans ces conditions, ces opérations commerciales ne sont pas économiquement efficaces. En outre, les contrats de sous-traitance en faveur du pays importateur qui permet à ce

¹⁰ UNIDIR (1992), *Economic Aspects of Disarmament: Disarmament as an investment process*, 27 August, A/47/346. Fontanel, J. (1991), *The economic significance of military expenditure and the economic impact of disarmament*, UNIDIR, DE 91-02289, UNIDIRN/91/54, November 1991 (80 pages). hal-02960094

dernier de disposer des capacités technologiques de production d'armement sophistiqués¹¹.

Ajoutons que les acheteurs qui se tournent vers la France sont souvent aux limites extrêmes de la solvabilité. Cette dette est alors transformée en « aide aux pays en développement », ce qui ne correspond pas à l'idée que l'on peut se faire de la défense des droits de l'homme ou du soutien aux économies fragiles de citoyens aux moyens financiers très faibles. Cette militarisation est susceptible de fournir des résultats économiques aléatoires dans le meilleur des cas, tout en renforçant les rapports de force et les instruments nécessaires pour les soutenir dans le cadre de conflits guerriers à venir. Les pays qui achètent ces produits, s'ils ne sont pas des alliés sûrs, peuvent utiliser ces armes contre le pays exportateur. Ils peuvent en outre les utiliser pour déstabiliser les équilibres régionaux. Ce paradoxe est difficilement acceptable pour une démocratie qui se veut pacifique.

A la base, en matière d'armement, il faut produire les équipements nécessaires à la défense de la France, et éventuellement à nos alliés. Pour le reste, l'argument économique des exportations françaises d'armes ne résiste pas aux faits avérés d'aujourd'hui, sauf à vouloir affirmer, ce que les économistes pourtant nient aujourd'hui, que ce qui est bon pour Dassault est nécessairement bon pour la France.

Certes, les critères économiques -ne doivent pas pour autant être négligés dans le fonctionnement d'une industrie nationale d'armement. Le Royaume-Uni a décidé de donner la priorité aux coûts des matériels en privatisant quelques industries nationales d'armement¹². Or, les exigences du marché ne correspondent pas souvent avec les exigences de la sécurité nationale. Dans sa logique extrême, tous les produits les plus rentables pourraient être mis sur le marché, indépendamment de son acheteur. C'est pourquoi les prérogatives de la puissance publique doivent s'exercer dans un secteur qui peut favoriser

¹¹ Smith, R., Humm, A. Fontanel, J. (1985), The economics of exporting arms, *Journal of Peace Research* 22(3).

¹² Willet, S. (1994), *L'industrie d'armement britannique : localisation et adaptation*, Colloque ECCAR et Université de Bretagne Occidentale, « Reconversion des industries d'armement », Brest, 25-27 Mai.

Dumas, L.J. (1994), *Bilan de la reconversion des industries de défense aux Etats-Unis*, Colloque ECCAR et Université de Bretagne Occidentale, « Reconversion des industries d'armement », Brest, 25-27 Mai.

toutes les formes de guérillas et de terrorisme. L'industrie d'armement nationale améliore la capacité d'un pays à se défendre, sauf si elle devient une priorité nationale dominée par un complexe militaro-industriel qui n'est pas avare de gaspillages excessifs dans le cadre de ressources nationales limitées. L'Union soviétique donne un exemple dramatique d'un effort militaire excessif allant jusqu'à l'épuisement du système économique lui-même. Pour la France, souhaiter abandonner la DGA pour donner une priorité au marché n'est pas souhaitable, même si des contrôles démocratiques plus caractérisés pourrait lui être appliqués¹³.

L'Europe pourrait constituer une industrie d'armement commune. Cependant, il existe un décalage entre la construction économique européenne et la construction politico-stratégique de l'Europe. C'est la grande question du siècle à venir¹⁴. Peut-on faire une Europe monétaire et une monnaie unique sans construction sécuritaire de l'Europe ? La construction européenne de l'armement ne s'annonce pas aujourd'hui très solide, durable et efficace, au regard d'une coordination des politiques de sécurité pour le moins insuffisante. Tous les accords commerciaux intracommunautaires en matière d'armement ne durent que ce que durent les accords commerciaux, le temps d'échanges de produits communs soumis au marché de manière toujours aléatoires, sans effets d'irréversibilité autres que ceux d'une mauvaise gestion sécuritaire par la perte d'une compétence utile pour sa propre défense. La question est de savoir si les Européens ont vraiment envie de devenir d'abord des Européens. En cas de réponse positive, une véritable défense européenne est alors envisageable. Si les membres de l'Union européenne veulent conserver leurs prérogatives nationales dans le domaine de la défense, alors tous les accords restent rétractables. Il s'agit d'un véritable choix de société, mais les hétérogénéités des Etats rendent difficiles l'espoir dans un avenir commun de l'armement européen.

¹³ Hébert, J-P. (1994), *Fin de la régulation administrée du système de production d'armement*, Colloque ECCAR et Université de Bretagne Occidentale, « Reconversion des industries d'armement », Brest, 25-27 Mai.

¹⁴ Le Morvan, D. (1994), *La défense dans le processus d'Union européenne*, Colloque ECCAR et Université de Bretagne Occidentale, « Reconversion des industries d'armement », Brest, 25-27 Mai.

Bibliographie

Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition, *Cahiers de l'Espace Europe*, n°5, Avril.

Bartoli, H. (1994), *Raison d'Etat, guerre et paix*, Colloque ECCAR et Université de Bretagne Occidentale, « Reconversion des industries d'armement », Brest, 25-27 Mai.

Chesnais, F. (1990), *Compétitivité internationale et dépenses militaires*, Economica, Paris.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), *Le désarmement pour le développement : un pari difficile*, Fondations pour les études de défense Nationale, Paris.

Després Laure (1994), *Reconversion des industries d'armement et transition en Russie*, Colloque ECCAR et Université de Bretagne Occidentale, « Reconversion des industries d'armement », Brest, 25-27 Mai.

Dumas, L.J. (1994), *Bilan de la reconversion des industries de défense aux Etats-Unis*, Colloque ECCAR et Université de Bretagne Occidentale, « Reconversion des industries d'armement », Brest, 25-27 Mai.

Eisner, R. (1994), *Désarmement et chômage aux Etats-Unis, La conversion des industries d'armement*, Colloque ECCAR et Université de Bretagne Occidentale, « Reconversion des industries d'armement », Brest, 25-27 Mai.

Fontanel, J. (1982). *Military Expenditure and Economic Growth: France, Morocco*. report written for the United Nations, New York.

Fontanel, J. (1984), *L'économie des armes*, La Découverte, Paris.

The economic significance of military expenditure and the economic impact of disarmament, UNIDIR, DE 91-02289, UNIDIRN/91/54, November 1991 (80 pages). hal-02960094

Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble. PUG. Grenoble.

Fontanel, J. (1994), *The Economics of Disarmament. A Survey. Defence and Peace Economics*, Vol. 5, n° 2.

Fontanel, J. (1994), *La conversion économique du secteur militaire*, Economica, Paris.

Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995), *The principles of arms conversion in the case of Russia*, à paraître dans *Defence and Peace Economics*.

Galbraith, J.K. (1993), *Le pouvoir économique autonome, une vue économique*, *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble. PUG. Grenoble.

Hébert, J-P. (1994), *Fin de la régulation administrée du système de production d'armement*, Colloque ECCAR et Université de Bretagne Occidentale, « Reconversion des industries d'armement », Brest, 25-27 Mai.

Klein, L. (1993), *Désarmement et développement. La signification*, *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble. PUG. Grenoble.

Le Morvan, D. (1994), *La défense dans le processus d'Union européenne*, Colloque ECCAR et Université de Bretagne Occidentale, « Reconversion des industries d'armement », Brest, 25-27 Mai.

Malinvaud, E. (1994), *La crise des industries de l'armement et le développement régional*, Colloque de Brest sur « La reconversion des industries d'armement, 25-27 Juin.

Markusen, A., Yudken, J. (1993), *Dismantling the Cold War Economy*, HarpenCollins, New York.

Martin, S., Smith, R., Fontanel, J., de Haan, H. (1987), Time series estimates of the macroeconomic impact of defence spending in France and the UK. *Peace, defence and economic analysis*.

Smith, R., Humm, A. Fontanel, J. (1985), The economics of exporting arms, *Journal of Peace Research* 22(3).

Smith, R., Humm, A. Fontanel, J. (1987), Capital labour substitution in defence provision, *Defence, Security and Development*.

Tinbergen, J. (1993), Paix et économie, in *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble. PUG. Grenoble.

UNIDIR (1992), *Economic Aspects of Disarmament : Disarmament as an investment process*, 27 August, A/47/346

Willet, S. (1994), *L'industrie d'armement britannique : localisation et adaptation*, Colloque ECCAR et Université de Bretagne Occidentale, « Reconversion des industries d'armement », Brest, 25-27 Mai.